



Les services financiers au Cambodge

Résumé : Le secteur des services financiers au Cambodge est en pleine expansion depuis le début des années 2010. La banque centrale tente d'accompagner cette croissance en renforçant le cadre réglementaire, dans un marché très ouvert aux investissements étrangers, et caractérisé par une très forte dollarisation de l'économie. Le secteur est, par ailleurs, marqué par la montée des « Fintech », la jeunesse de la population et sa forte connectivité constituant un terrain particulièrement favorable à son développement. Malgré la crise épidémique, les actifs totaux du secteur financier ont augmenté de 16% en 2021, dont les banques détiennent la grande majorité (88%). La Banque centrale demande toujours aux créanciers de proposer un report des remboursements aux débiteurs touchés par cette crise. En raison d'un accès limité aux banques traditionnelles, environ 2 millions de Cambodgiens sont clients des institutions de microfinance.

I. La Banque centrale s'efforce de favoriser l'usage de la monnaie locale dans un contexte économique très dollarisé

La Banque nationale du Cambodge (BNC) est chargée par la loi d'assurer la stabilité des prix et de favoriser le développement économique. En tant qu'autorité monétaire, elle supervise les banques et les établissements financiers et délivre les autorisations aux établissements qui souhaitent entrer sur le marché. Les banques étrangères se voient délivrer une licence par la BNC, à condition de respecter trois critères : (i) un capital social minimal de 49,5 MUSD pour les succursales de banques étrangères et de 75 MUSD pour les filiales de banques étrangères¹, (ii) un ratio de solvabilité de 17,5% minimum et (iii) un ratio de liquidité d'au moins 90%. Enfin la banque centrale soutient largement le « Credit Bureau of Cambodia », entreprise privée spécialisée dans la fourniture d'informations financières et l'attribution de notes de crédit afin d'améliorer l'évaluation des risques pour les créanciers.

1. La BNC s'emploie à promouvoir une plus grande utilisation de la monnaie locale

Héritage de l'APRONUC², la très forte dollarisation prive *de facto* la BNC de certains instruments traditionnels de politique monétaire. La BNC veut donc inciter les banques à prêter en riels (KHR) pour favoriser son usage. Elle exige ainsi qu'au moins 10% des encours de crédit des établissements bancaires soient libellés en monnaie nationale³. La BNC a également lancé une campagne d'éducation sur les services financiers et l'usage du riel auprès de la population⁴. Depuis 2016, la BNC conduit des opérations d'*open market* afin d'élargir la liquidité bancaire en riels, par le biais des LPCO⁵.

¹ Sous-décret n°B7-016-117, 22 mars 2016

² Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (1992-1993)

³ Sous-décret n°B7-016-334, 1^{er} décembre 2016

⁴ L'utilisation de la monnaie locale a ainsi augmenté considérablement fin 2019 et début 2020, sa circulation s'élevant de 36,4% tandis que sa part dans les portefeuilles de crédits a atteint 13% des crédits totaux au premier semestre de 2020.

⁵ Pour « *Liquidity-providing collateralized operations* ». Le mécanisme LPCO consiste en l'émission de titres de créance libellés en riels à des taux d'intérêt bas (en moyenne à 3%, le taux d'intérêt est mis aux enchères auprès de l'ensemble des établissements bancaires). Cela permet à la banque centrale de contrôler indirectement la masse monétaire et d'injecter des liquidités en riels dans le système financier.

En mai 2020, la BNC a de surcroît annoncé qu'elle ne prendrait plus en charge les frais d'échange des petites coupures usagées en dollars américains (billets de 1 à 5 USD) à partir du 31 août 2020, afin d'encourager l'utilisation du riel pour les petites transactions. Les institutions financières doivent donc payer elles-mêmes les frais de transport de ces billets hors du pays.

2. [La BNC promeut l'usage des Fintech pour développer l'inclusion financière](#)

Le secteur bancaire se caractérise par une montée rapide de la « Fintech », la jeunesse de la population et une forte connectivité constituant un terreau particulièrement favorable à son développement.

La BNC a ainsi lancé officiellement le 28 octobre 2020 une plate-forme de paiement mobile interbancaire dénommée « Bakong ». Basée sur une technologie blockchain, cette nouvelle infrastructure de paiement vise à faciliter les transferts et les paiements, y compris transfrontaliers, tout en améliorant l'inclusion financière du Royaume, où un grand nombre de personnes, dans les campagnes notamment, ne détient pas de compte bancaire. En 2021, **le total des transactions en monnaie locale et en dollars américains via ce système a atteint respectivement 2 500 Mds KHR (environ 610 MUSD) et 3 Mds USD. L'application Bakong a remporté le prix « Nikkei Superior Products and Services Awards 2021 »** en raison de sa technologie innovante et de son impact sur le développement économique et social du Cambodge.

Plus globalement, le nombre d'utilisateurs de paiements en ligne au Cambodge a augmenté de 42%, à 13,6 millions en 2021. La crise sanitaire a favorisé le recours à ce mode de paiement. **Le total des transactions s'est ainsi élevé à environ 114 Mds USD**, contre 95,3 Mds USD en 2020.

3. [La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est une des priorités de la BNC, afin que le Cambodge soit retiré de la liste grise du GAFI](#)

La BNC supervise la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT) à travers l'Unité Cambodgienne d'Intelligence Financière (CAFIU). **Le Cambodge figure en effet à nouveau depuis février 2019 sur la liste grise des pays « hautement vulnérables » faisant l'objet d'une surveillance renforcée du Groupe d'Action Financière (GAFI)⁶**, en raison de lacunes dans ses efforts de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération.

Dans son dernier communiqué (4 mars 2022), le GAFI relève que le Cambodge n'a pas réussi à mener à bien son plan d'action dans les délais requis soit avant janvier 2021. **Le GAFI exhorte vivement le Royaume à démontrer rapidement des progrès significatifs dans l'achèvement de son plan d'action d'ici juin 2022**, faute de quoi il pourrait durcir à nouveau son langage, et notamment appeler ses membres à appliquer des diligences renforcées aux relations d'affaires et aux transactions avec le Cambodge.

II. Malgré la crise du Covid-19, le secteur financier est resté solide en 2021

La loi bancaire cambodgienne distingue les banques commerciales des banques spécialisées et des institutions financières spécialisées (y compris les sociétés de titres). Les institutions de microfinance (crédits et, dans certains cas, dépôts) ne sont pas explicitement citées dans cette loi, mais sont bien supervisées par la BNC car elles exercent des activités bancaires.

⁶ Le GAFI avait retiré le Cambodge de sa liste grise en 2015. Mais en 2017, il avait en effet observé « qu'aucun cas de blanchiment d'argent n'a été poursuivi en justice au royaume ».

Le Cambodge compte ainsi 54 banques commerciales, 10 banques spécialisées, 6 institutions de dépôts de microfinance, 79 institutions de microfinance n'acceptant pas de dépôts, 234 établissements de crédits ruraux, 17 entreprises de crédit-bail, 28 établissements de paiements électroniques, 1 entreprise de partage d'informations sur les crédits⁷, 6 bureaux représentant des banques étrangères et 2 447 bureaux de change.

Fin 2021, **les actifs de l'ensemble du secteur financier (toutes structures confondues) ont augmenté de 16% pour atteindre 68,2 Mds USD** (soit 270% du PIB⁸). **Les encours de crédit ont progressé de 21,2%, à 45,7 Mds USD** (soit 181% du PIB) et **les encours de dépôt de 15,4%, à 38,5 Mds USD** (soit 153% du PIB). Le nombre de comptes de dépôt a atteint 12,1 millions (+36%) et celui des comptes de crédit 3,3 millions (+3%). Le pays compte 2 600 agences bancaires, disposant de 3 512 guichets automatiques.

Les **prêts non performants** des secteurs bancaires et de la microfinance (plus de 30 jours de retard), sans prise en compte des moratoires autorisés en raison de la crise Covid, **ont représenté 2,4% du total fin 2021**.

Banques

Les banques commerciales peuvent effectuer tous types d'opérations bancaires, telles que les opérations de crédit, le crédit-bail, les garanties et engagements, la collecte de dépôts auprès du public, la fourniture de moyens de paiement, le traitement des paiements en devises locale ou étrangères, les opérations de change, d'intermédiation du marché monétaire, etc. Ces banques doivent avoir un capital social minimum d'au moins 75 MUSD.

Les banques spécialisées sont autorisées par la BNC à réaliser seulement certaines des activités ouvertes aux banques commerciales. Il en est ainsi par exemple pour la banque spécialisée *AEON* (financement pour l'achat de véhicules et de produits électroménagers, cartes de crédit) et la banque spécialisée *KB Daehan* (financement de véhicules et de logements, cartes de crédit)... Les banques spécialisées constituées localement doivent avoir un capital social minimum d'au moins 15 MUSD.

Le total des actifs bancaires a augmenté de 18,8% en 2021 pour atteindre 60 Mds USD, tandis que **les encours de crédits bancaires ont progressé de 24,4% à 38,6 Mds USD avec 1,2M de comptes**. Ces crédits sont alloués à divers secteurs tels que : l'immobilier (21,6%), le commerce de détail (15,5%), la consommation (10%), le commerce de gros (9,7%), la construction (9,7%), l'agriculture (7,4%) et autres (26,1%). **Les dépôts bancaires ont par ailleurs augmenté de 17% à 35,1 Mds USD** l'an dernier. Les dépôts constituent la source principale des capitaux bancaires, **avec 9,2M comptes**. Les banques comptent 1 349 agences et 3 235 guichets automatiques.

L'augmentation de la concurrence entre les banques locales et étrangères a conduit à une diminution des taux d'intérêt ces dernières années. Fin 2021, le taux d'intérêt moyen des crédits en riels a baissé légèrement à 12,48% (contre 12,98% l'année précédente) alors que celui en dollars s'est élevé à 10,68% (contre 10,31% en 2020). Le taux d'intérêt moyen des dépôts en riels a augmenté à 6,16% (contre 5,99% en 2020) alors que celui en dollars a baissé légèrement à 4,74% (contre 4,8% en 2020).

Microfinance

⁷ Credit Bureau of Cambodia

⁸ Le PIB du Cambodge était à 25,192 Mds USD en 2021, selon le FMI.

Le Cambodge se caractérise par un grand nombre d'institutions de microfinance (IMF) et leur poids important dans le secteur financier. A l'origine créées au début des années 2000 par des ONG pour développer l'activité économique et améliorer les conditions de vie de la population, les IMF ont depuis très fortement développé leurs activités. Plusieurs d'entre elles (ACLEDA, HKL,...) se sont d'ailleurs transformées en banques de plein exercice et plusieurs autres (PRASAC,...) ont été rachetées par des banques commerciales asiatiques.

Malgré l'augmentation du minimum de fonds propres (porté de 5 à 30 MUSD) puis le plafonnement à 18% des taux d'intérêt⁹, ce secteur a connu une forte croissance ces dernières années.

En décembre 2021, **les encours de crédit de la microfinance ont atteint 8,5 Mds USD** (+25,6% en un an), soit 34% environ du PIB, ce qui est sans doute un record mondial, et les IMF comptent **2 millions de clients** pour 16 M d'habitants. Les crédits accordés ont été alloués aux secteurs suivants : prêts à la consommation 33,3%, commerce 21,8%, agriculture 18,8%, services 14,1%, transports 5,4%, construction 3,8%, industrie 1,5% et autres 1,2%. En parallèle, **les dépôts aux IMF ont atteint 4,3 Mds USD avec 2,8 millions de comptes**. A noter que la majorité des emprunteurs sont des femmes, qui dans la société khmère ont traditionnellement la charge des finances du ménage, et constituent par ailleurs l'essentiel des effectifs du secteur textile.

Les taux d'intérêt moyen des crédits en riels et en dollars ont légèrement baissé de 17,13% et 15,26% respectivement en 2020 à 16,72% et 14,72% respectivement en 2021. S'agissant des taux d'intérêt moyen des dépôts en riels et en dollars, ils ont également baissé à 7,19% et 6,92% respectivement en 2021 (contre 7,59% et 7,44% en 2020).

Crédits ruraux

Les établissements de crédits ruraux fournissent de petits crédits dans les zones rurales¹⁰. 234 établissements de crédits ruraux sont accrédités par la Banque nationale du Cambodge, **leurs encours de crédit totalisant 60 MUSD en 2021, soit une baisse de 13,8% par rapport à 2020**.

Crédit-bail

Le secteur du crédit-bail contribue à l'achat de moyens de productions, de transport et à l'agriculture. Ce secteur compte 17 sociétés (52 bureaux). **Leurs actifs se sont élevés à 425 MUSD fin 2021 (+7,3%) et leurs encours de crédit ont atteint 359 MUSD (+8,5% en un an) avec plus de 100.000 comptes**. Les crédits accordés ont été alloués aux secteurs suivants : agriculture 21,7%, prêts à la consommation 21%, services 19,1%, transport 14,6%, construction 6,9%, commerce 4,1% et autres 12,6%.

Assurances¹¹

Les compagnies d'assurance-vie et d'assurance dommages sont agréées séparément et doivent détenir un capital social d'au moins 7 MUSD environ (valeur réelle exprimée en DTS – Droits de tirage spéciaux). Pour les entreprises actives à la fois dans l'assurance-vie et l'assurance dommages, le capital social requis est donc d'environ 14 MUSD. Toute compagnie d'assurance est tenue d'effectuer un dépôt de garantie fixe de 10% auprès de la BNC. Ce dépôt est conservé jusqu'à ce que la société cesse ses activités commerciales au Cambodge.

⁹ Un taux de l'usure à 18% a été instauré début 2017, mais les taux pratiqués, auxquels s'ajoutent des frais de dossier, restent élevés pour un pays dont la monnaie est *de facto* indexée sur le dollar et qui connaît donc une faible inflation.

¹⁰ Selon la Banque mondiale, 76,2% de la population cambodgienne vivent dans les zones rurales en 2019.

¹¹ D'après le Régulateur d'assurance du Cambodge

En fin d'année 2021, **le Cambodge comptait 80 compagnies d'assurance avec un total d'actifs de 846 MUSD. Les primes brutes ont atteint 298 MUSD, en hausse de 9%**. L'assurance dommages et l'assurance-vie ont progressé de 7,4 % et 11 % respectivement, pour atteindre 123 MUSD et 170 MUSD. Les primes brutes de la micro-assurance ont en revanche baissé de 18% à seulement 4,1 MUSD. **En 2021, le secteur de l'assurance a contribué à 1,1% du PIB cambodgien.**

III. Plusieurs établissements bancaires et de microfinance sont entrés à la bourse cambodgienne depuis 2020

Deux banques et trois institutions de microfinance sont cotées en bourse depuis juin 2020, pour une valeur en bourse de 452 Mds KHR (110 MUSD). Par ailleurs, la plus grande banque cambodgienne, ACLEDA, a émis des obligations d'une valeur totale de 343 Mds KHR (environ 84 MUSD) fin 2020.

IV. Face à la crise épidémique, la BNC a autorisé des moratoires de crédits et pris des mesures afin de soutenir le secteur financier

- Les moratoires de crédits ont été prolongés successivement jusqu'au 30 juin 2022. La BNC a déclaré fin 2021 un total de **370.785 comptes ayant fait l'objet d'une restructuration de crédit auprès des institutions financières pour 5,5 Mds USD**. Les clients autorisés à restructurer leurs crédits sont actifs principalement dans quatre domaines : tourisme (hôtels, restaurants...), textile (employés du secteur...), construction (construction/achat de logement) et transport (chauffeurs de taxi et tuk-tuk).
- Dans le but de maintenir la stabilité du taux de change du riel, la BNC est intervenue au cours de 2021 sur le marché des changes en vendant des dollars pour un total de 591,2 MUSD.
- Face à la crise et afin de soutenir le secteur financier, la BNC a révisé les taux de réserves obligatoires en riels et en devises étrangères. Ceux-ci, qui étaient de 8% et 12,5% respectivement, ont été réduits à 7% en 2020 et maintenus à ce niveau depuis lors.

Annexes

(Source : Banque nationale du Cambodge)

